



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec les
collectivités territoriales et des
affaires juridiques**

Arrêté n° 21-DRCTAJ/1-390

**Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
l'élevage de volailles exploité par Madame Valérie MARTIN
au lieu-dit « Les 4 Chemins de La Boule » sur la commune d'AIZENAY
Prescriptions complémentaires**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I relatif à l'autorisation environnementale, le livre II relatif à l'eau, le livre IV relatif à la faune et à la flore et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution UE 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) au titre de la Directive 2010/75 UE du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-5 du code de l'environnement) du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du

régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-DDTM-259 du 1^{er} mars 2011 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vie et du Jaunay ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région 2018 n° 408 du 16 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 18-DDTM85-766 du 4 décembre 2018 portant modification du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vie et du Jaunay ;

Vu l'arrêté DRAAF-DREAL n° 618 du 15 octobre 2020 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire ;

Vu le Règlement Sanitaire Départemental de la Vendée ;

Vu la demande déposée le 10 janvier 2020 puis complétée les 8 octobre 2020 et 5 mars 2021 par Madame Valérie MARTIN, dont le siège social d'exploitation est situé au lieu-dit « Les 4 Chemins de La Boule » à AIZENAY, en vue d'être autorisée à exploiter au bénéfice des droits acquis, un élevage de volailles soumis à autorisation situé à la même adresse, et concernant la mise à jour du plan d'épandage de l'élevage susvisé ;

Vu les plans, cartes et notices annexés au dossier de demande ;

Vu le dossier de réexamen justifiant de la conformité de l'installation existante aux conclusions sur les MTD au titre de la directive IED pour l'élevage intensif de volailles, le document justifiant de la conformité du projet à ces mêmes conclusions, et le mémoire justifiant que l'élaboration d'un rapport de base n'est pas nécessaire, intégrés au dossier de demande ;

Vu le courrier préfectoral AL n° 2021/0815 dossier n° 2020/0019 du 15 juin 2021 autorisant Madame Valérie MARTIN à exploiter au bénéfice des droits acquis un élevage de 56400 emplacements de volailles soumis à autorisation à l'adresse susvisée ;

Vu l'avis du 19 avril 2021 du maire de LA CHAPELLE HERMIER ;

Vu l'avis du 18 mai 2021 transmis par la mairie de VENANSAULT, en réponse à la consultation du maire ;

Vu l'avis du 20 mai 2021 transmis par la mairie d'AIZENAY, en réponse à la consultation du maire ;

Vu l'avis du 25 mai 2021 du maire de MARTINET ;

Vu le rapport du 10 juin 2021 de l'inspection des installations classées ;

Considérant les dispositions de l'article L. 515-28 du code de l'environnement, indiquant notamment que les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées, pour les installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques ;

Considérant les dispositions des articles L. 513-1, R. 513-1 et R. 513-2 du code de l'environnement relatives aux installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis, et notamment l'article R. 513-2, mentionnant que le préfet peut prescrire, dans les conditions prévues à l'article R. 181-45, les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

Considérant les dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, et notamment que la demande présentée ne nécessite pas de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que la surface nécessaire à l'épandage des effluents de l'élevage est suffisamment dimensionnée par les parcelles mises à disposition par un prêteur de terres ;

Considérant qu'un point d'eau naturel de plus de 120 m³ situé à moins de 200 mètres du bâtiment d'élevage a été validé par le SDIS pour la défense extérieure contre l'incendie (DECI) de l'installation ;

Considérant que l'intéressée n'a pas présenté d'observation avant le terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

Arrête

Chapitre 1. Portée, conditions générales

Article 1.1 Exploitant, durée, péremption

Les installations de Madame Valérie MARTIN, dont le siège social d'exploitation est situé au lieu-dit « Les 4 Chemins de La Boule » sur la commune d'AIZENAY, faisant l'objet de la demande susvisée, sont autorisées.

Ces installations sont localisées à l'adresse susvisée.

L'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (articles R. 181-48 et R. 512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2 Nomenclatures, effectifs, quantités

Liste des installations concernées par une rubrique AUTORISATION de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Effectif
3660-a	Élevage intensif de volailles (plus de 40000 emplacements)	1 bâtiment d'élevage	56400 emplacements de volailles (56400 cailles pondeuses ou 33600 cailles reproductrices)

Article 1.3 Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande susvisée.

L'exploitant adresse en trois exemplaires au Préfet (pôle environnement), une déclaration de début d'exploitation respectant les prescriptions du présent arrêté, dès la mise en service des prescriptions de cet arrêté.

Toute modification notable du mode de fonctionnement de l'installation, concernant notamment la gestion des déjections, ainsi que toute transformation dans l'état des lieux, sont portées à la connaissance du Préfet, avant leur réalisation, accompagnées des éléments d'appréciation nécessaires. Concernant la cession des déjections, la dénonciation de la conventions annexée au présent arrêté fait l'objet d'une information immédiate de l'inspecteur des installations classées, qui évaluera les nouvelles propositions de l'exploitant et indiquera la procédure nécessaire en vue de poursuivre l'activité d'élevage.

Article 1.4 Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-5 du code de l'environnement) du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dont une copie est annexée au présent arrêté.

Article 1.5 Cessation d'activité

Au moment de l'arrêt définitif de l'activité pour laquelle l'installation est autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif.

La notification de l'exploitant indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, en particulier :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site.
Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées ou semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Sans préjudice des mesures des articles R. 181-48 et R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 et R. 515-75 du code de l'environnement, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Chapitre 2. Prescriptions relatives à la rubrique n° 3660

Article 2.1 Définitions

Pour l'application du présent chapitre :

- Les " meilleures techniques disponibles " sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement ;
- Les " niveaux d'émission " sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. Pour

les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

Article 2.2 Conformité du dossier de réexamen

Suite à la transmission de son dossier de réexamen pour l'élevage IED n° 0006311166 et à son instruction technique finalisée le 31 mars 2021, il est pris acte des engagements que l'exploitant a pris dans son dossier de réexamen, qui pourront lui être opposés par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspection.

Le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement est déclaré conforme par l'inspection.

Article 2.3 Application des meilleures techniques disponibles

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles choisies, précisées et justifiées dans le dossier de demande susvisé, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

L'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

Article 2.4 Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié susvisé.

L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.

Chapitre 3. Modalités d'exécution, voies de recours

Article 3.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 Délais et voies de recours

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est :

dossier 2020/0019 - 2020/0019

- 1° Pour le pétitionnaire ou exploitant, de deux mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- 2° Pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Article 3.3 Publicité

A la mairie d'AIZENAY :

- Une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture (pôle environnement).

L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes d'AIZENAY, LA CHAPELLE HERMIER, MARTINET et VENANSAULT.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.5 Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de la Vendée, le directeur départemental de la protection des populations, les inspecteurs de l'environnement, le maire d'AIZENAY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

22 JUIN 2021

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Amé TAGAND

Arrêté n° 21-DRCTAJ/1- **390**

Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement l'élevage de volailles exploité par Madame Valérie MARTIN au lieu-dit « Les 4 Chemins de La Boule » sur la commune d'AIZENAY

Prescriptions complémentaires

ANNEXES à l'Arrêté n° 21-DRCTAJ/1-390
Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
l'élevage de volailles exploité par Madame Valérie MARTIN
au lieu-dit « Les 4 Chemins de La Boule » sur la commune d'AIZENAY
Prescriptions complémentaires

- Arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Convention de reprise des fientes de cailles et des eaux de lavage du bâtiment d'élevage par le prêteur de terres, Monsieur Jacques RABILLER à AIZENAY
- Tableau du parcellaire de Monsieur Jacques RABILLER
- Dossier de réexamen et meilleures techniques disponibles (MTD) applicables au titre de la directive IED

Fait à La Roche-sur-Yon, le **22 JUIN 2021**

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée


Anne TAGAND



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE **Légifrance**
Le service public de la diffusion du droit

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

❶ Dernière mise à jour des données de ce texte : 12 mars 2021

NOR : DEVP1329742A

JORF n°0304 du 31 décembre 2013

Version en vigueur au 23 avril 2021

Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,
Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 220-1, L. 511-2, L. 512-7, D. 211-10, D. 211-11 et R. 211-75 et suivants ;
Vu l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;
Vu l'arrêté du 26 février 2002 modifié relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage ;
Vu l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
Vu l'avis des organisations professionnelles concernées ;
Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques en date du 17 décembre 2013 ;
Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du 25 octobre 2013 au 15 novembre 2013 en application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement,
Arrête :

Article 1

Modifié par Arrêté du 3 mars 2021 - art. 1

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous les rubriques n°s 2101 et 3660 à compter du 1er janvier 2014.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Article 2

Au sens du présent arrêté, on entend par :

« Habitation » : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel ;

« Local habituellement occupé par des tiers » : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;

« Bâtiments d'élevage » : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement, les enclos des élevages de porcs en plein air ainsi que les vérandas, les enclos et les volières des élevages de volailles ;

« Annexes » : toute structure annexe, notamment les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les équipements d'évacuation,

de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, les salles de traite, à l'exception des parcours ;
« Effluents d'élevage » : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées et les jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes ;
« Traitement des effluents d'élevage » : procédé de transformation biologique et/ou chimique et/ou physique des effluents d'élevage ;
« Epandage » : action mécanique d'application d'un effluent brut ou traité dans ou sur le sol ou son couvert végétal ;
« Azote épandable » : azote excrété par un animal d'élevage en bâtiment et à la pâture auquel est soustrait l'azote volatilisé lors de la présence de l'animal en bâtiment et lors du stockage de ses déjections ;
« Nouvelle installation » : installation dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé après le 1er janvier 2014 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;
« Installation existante » : installations autres que nouvelles.

Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles 3 à 7)

Article 3

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Article 4

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :
- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
- le registre des risques (art. 14) ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;
- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;
- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 5

I. - Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :
100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;
35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;
500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.
En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.
II. - Pour les élevages de porcs en plein air, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.
III. - Pour les élevages de volailles en plein air, pour les volières où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.
Pour les enclos et les parcours où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, les clôtures sont implantées :
— à au moins 50 mètres, pour les palmipèdes et les pintades, et à au moins 20 mètres, pour les autres espèces, des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens

exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ;
— à au moins 10 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau. Cette distance est d'au moins 20 mètres pour les palmipèdes.

Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.

IV. - Pour les installations existantes, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier de demande d'autorisation a été déposé après le 1er janvier 2014, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après le 1er janvier 2014, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de l'existant augmentée de 10 %.

Article 6

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Article 7

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions (Articles 8 à 15)

Section 1 : Généralités (Articles 8 à 10)

Article 8

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Article 9

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

Article 10

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Section 2 : Dispositions constructives (Articles 11 à 13)

Article 11

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

I. - Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volières, des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

II. - Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

III. - Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

IV. - Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005.

Article 12

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Article 13

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Section 3 : Dispositif de prévention des accidents (Article 14)

Article 14

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles (Article 15)

Article 15

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.
Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Chapitre III : Emissions dans l'eau et dans les sols (Articles 16 à 30)

Section 1 : Principes généraux (Article 16)

Article 16

I. - Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.

II. - Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.

Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau (Articles 17 à 19)

Article 17

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Article 19

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Section 3 : Gestion du pâturage et des parcours extérieurs (Articles 20 à 22)

Article 20

L'élevage de porcs en plein air est implanté sur un terrain de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenu en bon état et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

Les parcours des porcs élevés en plein air sont herbeux à leur mise en place, arborés et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

La rotation des parcelles utilisées s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Une même parcelle n'est pas occupée plus de vingt-quatre mois en continu. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.

Pour les animaux reproducteurs, la densité ne dépasse pas 15 animaux par hectare, les porcelets jusqu'au sevrage n'étant pas comptabilisés.

Pour les porcs à l'engraissement, le nombre d'animaux produits par an et par hectare ne dépasse pas 90.

Si la densité est supérieure à 60 animaux par hectare, la rotation s'effectue par parcelle selon le cycle suivant : une bande d'animaux, une culture. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée qui permet de reconstituer le couvert végétal avant l'arrivée des nouveaux animaux.

Une clôture électrique, ou tout autre système équivalent, est implantée sur la totalité du pourtour des parcelles d'élevage de façon à éviter la fuite des animaux quel que soit leur âge. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement.

Les aires d'abreuvement et de distribution de l'aliment sont aménagées ou déplacées aussi souvent que nécessaire afin d'éviter la formation de bourbiers.

Les animaux disposent d'abris légers, lavables, sans courant d'air, constamment maintenus en bon état d'entretien.

L'exploitant tient un registre d'entrée-sortie permettant de suivre l'effectif présent sur chaque parcelle.

Article 21

Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.

Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.

Article 22

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

I. - Les points d'abreuvement des bovins au pâturage sont aménagés afin d'éviter les risques de pollution directe dans les cours d'eau.

Les points de regroupement des animaux font l'objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de borbier. Si nécessaire, une rotation des points de regroupement des animaux est mise en œuvre sur l'exploitation. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties les plus sèches de la prairie.

La gestion des pâturages est organisée de façon à prévenir leur dégradation par les animaux.

II. - Dans la mesure du possible en fonction des contraintes techniques et financières de l'exploitation de l'élevage et afin de limiter les risques de surpâturage, le temps de présence des animaux sur les surfaces de pâturage, exprimé en équivalent de journées de présence d'unités de gros bétail par hectare (UGB.JPE/ha), est calculé par l'exploitant et respecte les valeurs suivantes :

- sur la période estivale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 650 ;
- sur la période hivernale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 400.

Section 4 : Collecte et stockage des effluents (Articles 23 à 25)

Article 23

I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

II. - Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités

pédo-climatiques.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.

Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'élevage.

III. - En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

Article 24

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Article 25

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Section 5 : Epandage et traitement des effluents d'élevage (Articles 26 à 30)

Article 26

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.

Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :

- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;
- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;
- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;
- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

Article 27-1

Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.

Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- la stagnation prolongée sur les sols ;
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Article 27-2

a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :

- identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;
- identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
- calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces

effluents ;

b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :

- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;
- l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;
- les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
- les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ;
- les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
- les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;

c) Composition du plan d'épandage :

Le plan d'épandage est constitué :

- d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;
- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

d) Mise à jour du plan d'épandage :

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

Article 27-3

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

a) Généralités :

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :

- sur sol non cultivé ;
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ;
- sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sols enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- par aéro-asperion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par asperion est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol.

b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers :

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités	DISTANCE MINIMALE d'épandage	CAS PARTICULIERS
Composts d'effluents d'élevages élaborés selon les modalités de l'article 29.	10 mètres	

Fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois.

15 mètres

Autres fumiers.

Lisiers et purins.

Fientes à plus de 65 % de matière sèche. Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 28 et/ou atténuant

les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais.

Digestats de méthanisation.

Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.

50 mètres

En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres.

Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.

Autres cas.

100 mètres

c) Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement :

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :

- 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés en eaux souterraines (puits, forages et sources) ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ;

- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

Article 27-4

La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.

Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.

Article 27-5

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :

- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ;

- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou les matières issues de leur traitement.

Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :

- aux composts élaborés conformément à l'article 29 ;

- lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

Article 28

Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.

Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.

Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.

L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.

Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en

fonctionnement correcte de l'installation.

Tout équipement de traitement et d'aéroaspersion est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.

Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.

Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :

- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspersion ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1^{er} janvier 2018).

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Article 29

Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,
- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.

Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.

Article 30

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre I^{er} du livre II, ou du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

Chapitre IV : Emissions dans l'air (Article 31)

Article 31

I. - Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

II. - Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes

Chapitre V : Bruit (Article 32)

Article 32

A modifié les dispositions suivantes

Modifie Arrêté du 20 août 1985 - art. 1 (V)

Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux (Articles 33 à 35)

Article 33

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Article 34

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 35

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1^{er} janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Chapitre VII : Autosurveillance (Articles 36 à 39)

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 2

Article 36

Pour les élevages de porcs et de volailles, un registre des parcours est tenu à jour.

Pour les élevages bovins, lorsque l'exploitant a choisi de suivre les recommandations du II de l'article 22, il s'organise pour leur suivi.

Article 37

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot culturel des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque ilot culturel par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 38

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :

— dans le cas d'un traitement aérobie d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour

- le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ;
 - les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.
- Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.
L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 39

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.
L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.
Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Chapitre VIII : Installations classées au titre de la rubrique 3660 (Articles 40 à 45)

Article 40

Modifié par Arrêté du 3 mars 2021 - art. 2

Pour l'application du présent chapitre :

- les " installations autorisées après la parution des conclusions MTD " sont les installations pour lesquelles une autorisation au titre de la rubrique 3660 est délivrée après le 21 février 2017 (date de publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs - décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017), y compris les installations faisant l'objet d'une autorisation pour une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- les " installations autorisées avant la parution des conclusions MTD " sont les autres installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 3660 ;
- les " niveaux d'émission " sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. Pour les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement ;
- les " meilleures techniques disponibles " sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

Article 41

Modifié par Arrêté du 23 mars 2017 - art. 1

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.


L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées.

Article 42

Modifié par Arrêté du 3 mars 2021 - art. 3

I.-L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :

- le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;
- le 21 février 2019 pour les autres installations.

A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (<http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/> ) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.

L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.

II.-Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées.

Article 43

Création Arrêté du 23 mars 2017 - art. 1

Par dérogation aux articles 41 et 42, l'exploitant peut solliciter une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission.

Cette demande est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L. 515-29 du code de l'environnement et dans les dispositions réglementaires prises pour son application.

Si la dérogation sollicitée a été acceptée par le préfet à l'issue de la procédure, pour l'application de l'article 41 et du II de l'article 42 au périmètre couvert par le champ de la dérogation accordée, l'exploitant met en œuvre les prescriptions, respecte les valeurs limites fixées et délais prévus par arrêté préfectoral.

Article 44

Création Arrêté du 23 mars 2017 - art. 1

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 et R. 515-75 du code de l'environnement lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site compatible avec un usage agricole, sauf lorsque l'arrêté préfectoral en dispose autrement.

Article 45

Modifié par Arrêté du 3 mars 2021 - art. 4

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.

Chapitre IX : Exécution (Articles 46 à 47)

Article 46

Création Arrêté du 23 mars 2017 - art. 1

A modifié les dispositions suivantes
Crée Arrêté du 23 mars 2017 - art. 1

Article 47

Création Arrêté du 23 mars 2017 - art. 1

La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Article

MODALITÉS DE CALCUL DU DIMENSIONNEMENT DU PLAN D'ÉPANDAGE

1. Calcul de la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes :
Le calcul est celui de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation détaillée au V

de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, adapté des dispositions suivantes :

— les quantités d'azote contenues dans les effluents d'élevage produits par l'exploitation et épandues chez les prêteurs de terre ne sont pas déduites du calcul ;

— les effectifs animaux considérés sont les effectifs autorisés ou, lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation le prévoit en raison des contraintes techniques d'exploitation, l'effectif annuel moyen maximal autorisé.

Ainsi, la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes s'obtient en multipliant les effectifs mentionnés ci-dessus par les valeurs de production d'azote épandable par animal fixées en annexe II de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Cette quantité est corrigée, le cas échéant, par soustraction des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage normées ou homologuées et exportées, par addition des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage venant des tiers ainsi que par soustraction de l'azote abattu par traitement.

2. Calcul de la quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés :

Le calcul s'effectue sur un assolement moyen tenant compte des successions culturales pratiquées sur les parcelles épandables du plan d'épandage, tel que présenté dans le plan d'épandage.

Pour chaque culture ou prairie de l'assolement considéré, les exportations sont obtenues en multipliant la teneur en azote unitaire des organes végétaux récoltés par le rendement moyen pour la culture ou prairie considérée.

La quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés est obtenue en sommant les exportations de chaque culture ou prairie mentionnée dans le plan d'épandage.

La teneur unitaire en azote des organes végétaux récoltés est celle précisée par le tableau 4 Exportations par les récoltes de la brochure Bilan de l'azote à l'exploitation, CORPEN 1988.

Le rendement moyen retenu est le suivant :

— lorsque l'exploitation dispose de références historiques, la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture ou la prairie considérée au cours des 5 dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale ;

— en l'absence de références disponibles sur l'exploitation, en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le rendement défini pour la culture ou la prairie par l'arrêté préfectoral définissant le référentiel régional mentionné au b du III de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les rendements utilisés sont ceux constatés par les services régionaux de l'information statistiques et économiques au cours des cinq dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale.

3. Prise en compte de la situation des prêteurs de terre :

Pour s'assurer que la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures ou des prairies mises à disposition, le pétitionnaire utilise :

— pour l'évaluation de la quantité d'azote produite par le prêteur de terres, les effectifs animaux de son exploitation mentionnés dans la convention d'épandage. Il est également tenu compte, le cas échéant, des importations, exportations et traitements chez le prêteur de terres sur la base des informations figurant dans la convention d'épandage ;

— pour les exportations par les cultures ou les prairies mises à disposition, les surfaces, l'assolement moyen et les rendements moyens par culture mentionnés dans la convention d'épandage.

Le pétitionnaire s'assure sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage que les quantités d'azote issues des animaux et destinées à être épandues mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, faisant l'objet de la convention, ajoutées aux quantités d'azote issues d'animaux produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres, n'excèdent pas les capacités d'exportation des cultures et des prairies de l'ensemble des terres concernées (celles mises à disposition, ajoutées à celles non mises à disposition).

Fait le 27 décembre 2013.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale
de la prévention des risques,
P. Blanc

ACCORD DE MISE A DISPOSITION DES PARCELLES POUR L'ÉPANDAGE

(ce document contient les informations minimales nécessaires ;
tout autre modèle peut être utilisé dès lors qu'il contient au moins les mêmes informations)

Je soussigné(e),

représentant (GAEC, EARL) Jacques RABILLER
Adresse La Buzenière
Commune 85190 Aizenay

déclare :

⇒ donner mon accord à Mme MARTIN Valérie
représentant (GAEC, EARL) embauchée MARTIN Valérie
Adresse le 4 chemin de la Bank Commune 85190 Aizenay
pour l'épandage de déjections issues de son élevage sur des parcelles que j'exploite (joindre un relevé MSA ou PAC).

⇒ exploiter moi-même un élevage comprenant le cheptel suivant : 60 vaches allaitantes et la suite

qui figure sur le document suivant :
(récépissé de déclaration, arrêté d'autorisation, date, référence préfectorale)

La SAU de mon exploitation est de 108,47 ha ; la surface épandable est de 99,19 ha

La valeur fertilisante est de 7123 kg d'azote et de 3666 kg de phosphore

La surface épandable nécessaire pour l'épandage est de 41,9 ha

La surface épandable restant disponible pour un tiers est de 57,29 ha

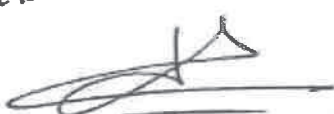

⇒ mettre à la disposition de Mme MARTIN Valérie, 38,09 ha permettant l'épandage
de 231 tonnes de fumier/lisier (rayer la mention inutile) représentant :
3218 kg d'azote et 3749 kg de phosphore. frais de cailloux à 25,1 kg/m³
+ eau de lavage 300 m³

Je signalerai à l'exportateur des déjections toute modification pour les surfaces mises à disposition.

Je m'engage pour une période de 5 années à partir de la date de signature, renouvelable ensuite par tacite reconduction pour une durée de 1 années.

En cas de résiliation du présent accord, je m'engage à respecter un préavis de (durée) 6 mois et à en informer par écrit le bénéficiaire ainsi que l'Inspecteur des installations classées (ou la délégation territoriale de Vendée de l'Agence régionale de santé - ARS - pour les élevages relevant du règlement sanitaire départemental).

Fait à Aizenay le 27/01/2021

<p>Vu, l'éleveur qui exporte les déjections,</p> <p><u>MARTIN Valérie</u></p> <p></p> <p>Nom, prénom _____ Signature _____</p>	<p>Le repreneur des déjections</p> <p><u>RABILLER Jacques</u></p> <p></p> <p>Nom, prénom _____ Signature _____</p>
---	---

N° lot	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épanchable (15 m du tiers)	Motif non épanchable	Surface épanchable (15 m tiers)	Surface non épanchable (50 m du tiers)	Motif non épanchable	Surface épanchable (50 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épanchable	Aptitude des sols
1	10	AIZENAY	0,16	0,16	HYDL, TEC		0,16	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,16	0
1	11	AIZENAY	2,76	1,37	HYDL	1,39	1,37	HYDL	1,39	Pâturable	0,00	1,37	1
1	12	AIZENAY	0,07	0,07	HYDL		0,07	HYDL		Pâturable	0,00	0,07	0
1	13	AIZENAY	0,14	0,14	HYDL		0,14	HYDL		Pâturable	0,00	0,14	0
1	14	AIZENAY	6,82	0,91	HYDL	5,91	0,91	HYDL	5,91	Labourable	0,00	0,00	1
1	15	AIZENAY	0,05	0,05	HYDL		0,05	HYDL		Pâturable	0,00	0,05	0
1	16	AIZENAY	0,4	0,4	HYDL, TEC		0,4	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,40	0
1	17	AIZENAY	0,23	0,23	HYDL		0,23	HYDL		Pâturable	0,00	0,23	0
1	18	AIZENAY	0,04	0,04	HYDL, TEC		0,04	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,04	0
1	19	AIZENAY	0,14	0,14	HYDL		0,14	HYDL		Pâturable	0,00	0,14	0
1	20	AIZENAY	0,19	0,19	HYDL, TEC		0,19	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,19	0
1	21	AIZENAY	0,38	0,38	HYDL, TEC		0,38	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,38	0
2	23	AIZENAY	0,13	0,13	TEC		0,13	TEC		Pâturable	0,00	0,13	0
2	24	AIZENAY	0,44	0,44	HYDL, TEC		0,44	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,44	0
2	25	AIZENAY	2,43	2,43	HYD, HYDL, TEC		2,43	HYD, HYDL, TEC		Pâturable	0,00	2,43	0
2	26	AIZENAY	0,08	0,08	HYDL		0,08	HYDL		Pâturable	0,00	0,08	0
2	27	AIZENAY	0,2	0,2	HYDL		0,2	HYDL		Pâturable	0,00	0,20	0
2	28	AIZENAY	0,08	0,08	HYDL		0,08	HYDL		Pâturable	0,00	0,08	0
2	29	AIZENAY	0,33	0,33	HYD		0,33	HYD		Pâturable	0,00	0,33	0
2	30	AIZENAY	0,5	0,5	HYDL, TEC		0,5	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	0,50	0
3	32	AIZENAY	1,5			1,50			1,50	Pâturable	0,00	0,00	1
3	33	AIZENAY	0,02	0,02	HYDL		0,02	HYDL		Pâturable	0,00	0,02	1
3	34	AIZENAY	8,35	0,41	HYDL	7,94	0,41	HYDL	7,94	Pâturable	0,00	0,41	1
3	35	AIZENAY	0,16	0,16	TEC		0,16	TEC		Hors SAU	0,16	0,00	0
3	36	AIZENAY	0,07	0,07	HYDL		0,07	HYDL		Pâturable	0,00	0,07	1

N° ilôt	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épanchable (15 m tiers)	Motif non épanchable	Surface épanchable (15 m tiers)	Surface non épanchable (50 m du tiers)	Motif non épanchable	Surface épanchable (50 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épanchable	Aptitude des sols
3	37	AIZENAY	2,77	0,45	HYDL	2,32	0,45	HYDL	2,32	Pâturable	0,00	0,45	1
4	38	AIZENAY	2,98	0,05	HYD	2,93	0,05	HYD	2,93	Labourable	0,00	0,00	1
4	39	AIZENAY	0,02	0,02	HYD		0,02	HYD		Hors SAU	0,02	0,00	0
6	41	AIZENAY	0,21	0,21	HYD, HYDL		0,21	HYD, HYDL		Pâturable	0,00	0,21	1
6	42	AIZENAY	1,57	1,57	HYD, HYDL, TEC		1,57	HAB, HYD, HYDL, TEC		Hors SAU	1,57	0,00	0
6	43	AIZENAY	2,98	0,51	HYDL	2,47	0,51	HYDL	2,47	Pâturable	0,00	0,51	1
6	44	AIZENAY	0,96	0,96	TEC		0,96	HAB, TEC		Hors SAU	0,96	0,00	0
6	45	AIZENAY	1,25	0,14	HYDL	1,11	0,14	HYDL	1,11	Pâturable	0,00	0,14	1
6	46	AIZENAY	4,68			4,68			4,68	Pâturable	0,00	0,00	1
7	40	AIZENAY	5,69			5,69			5,69	Labourable	0,00	0,00	2
8	63	MARTINET	0,03	0,03	HYD		0,03	HYD		Hors SAU	0,03	0,00	0
8	64	MARTINET	3,46	0,01	HYD	3,45	0,01	HYD	3,45	Labourable	0,00	0,00	2
9	65	MARTINET	4,12			4,12			4,12	Labourable	0,00	0,00	2
9	66	MARTINET	0,07	0,07	HYD, HYDL		0,07	HYD, HYDL		Pâturable	0,00	0,07	2
9	67	MARTINET	0,07	0,07	HYD, HYDL		0,07	HYD, HYDL		Pâturable	0,00	0,07	2
9	68	MARTINET	0,34	0,33	HYD, HYDL	0,01	0,33	HYD, HYDL	0,01	Pâturable	0,00	0,33	2
9	69	MARTINET	7,88	0,75	HYD, HYDL	7,13	0,75	HYD, HYDL	7,13	Labourable	0,00	0,00	2
10	47	LA CHAPELLE- HERMIER	0,21	0,21	HYDL		0,21	HYDL		Pâturable	0,00	0,21	0
10	48	LA CHAPELLE- HERMIER	1,97	1,97	HYDL, TEC		1,97	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	1,97	0
12	49	MARTINET	4,7			4,7	0,44	HAB	4,26	Labourable	0,00	0,00	1
13	50	MARTINET	2,71	0,03	HAB	2,68	0,63	HAB	2,08	Labourable	0,00	0,00	1
14	51	MARTINET	0,19	0,19	HYDL		0,19	HAB, HYDL		Pâturable	0,00	0,19	0
14	52	MARTINET	0,07	0,07	TEC		0,07	TEC		Pâturable	0,00	0,07	0
14	53	MARTINET	0,05	0,03	HYDL	0,02	0,03	HYDL	0,02	Pâturable	0,00	0,03	0
14	54	MARTINET	2,16	2,16	HYDL, TEC		2,16	HYDL, TEC		Pâturable	0,00	2,16	0

N° lot	N° unité	Commune	Surface totale	Surface non épanachable (15 m du tiers)	Motif non épanachable	Surface épanachable (15 m tiers)	Surface non épanachable (50 m du tiers)	Motif non épanachable	Surface épanachable (50 m tiers)	Occupation des sols	Surface Hors SAU	Surface pâturable non épanachable	Aptitude des sols
14	55	MARTINET	0,02	0,02	HYDL,TEC		0,02	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,02	0
14	56	MARTINET	0,03	0,03	HYDL		0,03	HYDL		Pâturable	0,00	0,03	0
14	57	MARTINET	0,67	0,67	HYDL,TEC		0,67	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	0,67	0
14	58	MARTINET	2,13	2,13	HYDL,TEC		2,13	HYDL,TEC		Pâturable	0,00	2,13	0
14	59	MARTINET	4,19	0,01	HAB	4,18	0,38	HAB	3,81	Labourable	0,00	0,00	1
14	60	MARTINET	1,26			1,26			1,26	Pâturable	0,00	0,00	1
14	61	MARTINET	2,34			2,34			2,34	Pâturable	0,00	0,00	1
14	62	MARTINET	1,91	1,91	TEC		1,91	TEC		Pâturable	0,00	1,91	0
15	22	AIZENAY	4,12	1,71	HYDL	2,41	1,71	HYDL	2,41	Pâturable	0,00	1,71	1
16	1	AIZENAY	0,03	0,03	HYDL,TEC		0,03	HYDL,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
16	2	AIZENAY	0,9	0,9	HYDL,TEC		0,9	HYDL,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
17	3	AIZENAY	0,38	0,38	HAB,TEC		0,38	HAB,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
17	4	AIZENAY	0,11	0,11	HYDL,TEC		0,11	HYDL,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
17	5	AIZENAY	0,12	0,12	TEC		0,12	TEC		Prairie	0,00	0,00	0
17	6	AIZENAY	3,81	3,81	HYDL,TEC		3,81	HAB,HYDL,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
17	7	AIZENAY	0,27	0,27	HYDL,TEC		0,27	HYDL,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
18	8	VENANSAULT	0,05	0,05	TEC		0,05	TEC		Prairie	0,00	0,00	0
18	9	VENANSAULT	1,85	1,85	HYDL,TEC		1,85	HYDL,TEC		Prairie	0,00	0,00	0
20	31	AIZENAY	10,21	1,99	HYDL,TEC	8,22	1,99	HYDL,TEC	8,22	Pâturable	0,00	1,99	1
Total			111,21	34,75		76,46	36,16		75,05		2,74	22,73	

Surface épanachable (50 m du tiers)	76,46
Surface non épanachable mais pâturable	22,73
SD170	99,19
Surface non épanachable exclusivement 100 m tiers	1,41

Surface totale	111,21
Hors SAU	2,74
SAU	108,47

LISTE PARCELLAIRE

4 - COMPARAISON AUX MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (DIRECTIVE IED)

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ont été publiées au journal officiel de l'union le 21 février 2017. Ce paragraphe a pour objectif de montrer la conformité de l'installation avec les conclusions du BREF élevage. Chaque MTD est reprise et comparée aux techniques que l'exploitante met en place dans son élevage et dans son bâtiment afin de justifier du respect de chaque MTD applicables à l'exploitation après projet.

Les calculs du GEREP sont joints en **annexe 21**.

4.1 - Contexte

La directive IED (Industrial Emissions Directive – ex directive IPPC) s'applique aux élevages de porcs et de volailles dont les effectifs dépassent :

- 2 000 emplacements de porcs en engraissement;
- 750 emplacements pour truies;
- 40 000 emplacements en atelier volailles.

Cette directive définit au niveau Européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans le champ d'application. Un de ses principes directeurs est le recours au Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) afin de prévenir les pollutions de toute nature.

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, a pour objectif de parvenir un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et une réduction intégrée de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles.

Les principes directeurs de la directive sont :

- Le recours aux MTD dans l'exploitation des activités concernées. Les MTD doivent être le fondement de la définition des valeurs limites d'émission (VLE) et des autres conditions d'autorisation,
- Le réexamen périodique des conditions d'autorisation,
- La remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui décrit dans un « rapport de base » qui décrit l'état du sol et des eaux souterraines avant la mise en service.

Les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) sont définies comme « le stade de développement le plus efficace et le plus avancé des activités et de leurs modes d'exploitation » :

- par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général de protection de l'environnement dans son ensemble;
- par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt;
- par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en tenant compte des coûts et des avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur l'Etat membre concerné pour autant que les exploitants concernés puissent y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Les tableaux disponibles sur la décision d'exécution UE 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif volailles ou porcs servira de base pour s'assurer de la conformité de l'exploitation.

4.2 - Conclusions générales sur les MTD

L'utilisation des MTD décrites ci-dessous sont autant de mesures qui permettent de réduire l'impact sur le climat. Les exploitations doivent à ce titre utiliser les meilleures techniques disponibles pour différents thèmes :

- Techniques nutritionnelles,
- Emissions dans l'air provenant des logements,
- Consommation d'eau,
- Consommation d'énergie,
- Stockage des effluents d'élevage,
- Traitement des effluents sur l'exploitation,
- Epandage.

Les MTD décrites ci-dessous répondent aux exigences imposées par la réglementation (BREF élevage intensif).

Dans ce chapitre, l'objectif est de comparer les MTD (meilleures techniques disponibles définies par le BREF) aux techniques alimentaires mises en œuvre et aux modalités de détermination et de suivi des quantités d'azote et de phosphore excrétés.

4.2.1 – Systèmes de management environnemental (SME)

MTD 1

Afin d'améliorer les performances environnementales globales des installations d'élevage, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME).

Le système de management environnemental est un outil de gestion de l'entreprise et de la collectivité qui lui permet de s'organiser de manière à réduire et maîtriser ses impacts sur l'environnement. Il inscrit l'engagement d'amélioration environnementale de l'entreprise ou de la collectivité dans la durée en lui permettant de se perfectionner continuellement.

Les principaux objectifs du SME sont de :

- Respecter la réglementation avec un dépassement des objectifs initiaux.
- Maîtriser les risques pour le site.
- Maîtriser les coûts déchets par des économies d'énergie et de matière première.
- Améliorer la performance du système de gestion avec l'introduction d'un nouvel angle critique.
- Valoriser l'image de l'entreprise.
- Communiquer de manière transparente vis-à-vis du personnel, des riverains, des clients, des assureurs, etc.

L'exploitante travaille dans le respect de leur voisinage et de l'environnement. Les abords de l'exploitation sont là pour en témoigner. Il n'y a jamais eu de plaintes vis-à-vis de l'exploitation. Elle continuera de procéder de la sorte et de réduire les nuisances. Les évolutions réglementaires font que les nuisances vis-à-vis de l'environnement diminuent. Le fait de respecter la réglementation en vigueur et ces évolutions est déjà gage d'une amélioration des pratiques.

La portée et la nature du SME dépendent de la nature, de l'ampleur et de la complexité de l'installation d'élevage, ainsi que de l'éventail de ses effets possibles sur l'environnement. Le projet concerne une exploitation agricole de taille modérée. Nous allons par conséquent traiter cette MTD tout en conservant une certaine proportionnalité par rapport à la taille de l'exploitation et du projet.

Le tableau suivant reprend les différents engagements du SME :

1	Amélioration des performances environnementales par la mise en place d'un système de management environnemental (SME)		Validation	Arguments pour validation
1	Engagement de la direction		X	<i>L'exploitante s'engage à faire évoluer ses pratiques et le fonctionnement de l'exploitation pour réduire l'impact environnemental</i>
2	Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation		X	<i>La politique de l'exploitation sera de respecter la réglementation environnementale qui s'applique à une exploitation de ce type. Si les résultats économiques le permettent l'exploitante pourra décider d'investir dans du matériel amenant une plus-value sur l'environnement</i>
3	Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement		X	<i>L'objectif de l'exploitante est de continuer à produire et vivre de son métier tout en maintenant une exigence vis-à-vis de l'environnement. L'évolution de la réglementation fait que l'exploitante se doit de se mettre en conformité régulièrement. Elle fera donc les investissements nécessaires pour se mettre en règle si besoin.</i>
4	Mise en œuvre des procédures		X	
	A	Organisation et responsabilité		<i>L'exploitante est seule à gérer l'organisation et la responsabilité de son entreprise.</i>
	B	Formation, sensibilisation et compétence		<i>L'exploitante se forme en fonction des besoins qu'elle ressent et de ce qu'on lui impose. Elle a participé à des formations avec son groupement (Etablissement Cailles</i>

				Robin) et continue à se former.
	C	Communication		L'exploitante ne prévoit pas de faire de la communication.
	D	Participation du personnel		Il n'y a pas de personnel
	E	Documentation		L'exploitante se documente via des ouvrages techniques.
	F	Contrôle efficace des procédés		Non concerné
	G	Programmes de maintenance		L'exploitante vérifie à chaque lot le matériel nécessaire à l'élevage. Elle fait ensuite appel à des prestataires pour le contrôle des équipements électriques
	H	Préparation et réaction aux situations d'urgence		Affichage d'un document dans le SAS avec les numéros d'appel d'urgence et les consignes de sécurité.
	I	Respect de la législation sur l'environnement		L'exploitante s'informe régulièrement des mises à jour de la législation liée à l'environnement (par voie de presse spécialisée agricole, par son groupement...)
5	Contrôles des performances et prise de mesures correctives		X	
	A	Surveillance et mesurage		Le groupement et les vétérinaires effectuent des visites au moins annuelles sur différentes questions environnementales
	B	Mesures correctives et préventives		Compte rendu avec non-conformité laissé à l'exploitante avec des mesures correctives à apporter
	C	Tenue de registres		Compte rendu conservé dans classeur d'élevage
	D	Audit interne ou externe indépendant		Audit externe du groupement et du vétérinaire
6	Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction		X	Un bilan de la SME sera refait lors de chaque réexamen afin de voir la pertinence de la mise en œuvre de cette SME.
7	Suivi de la mise au point de technologies plus propres		X	Les techniciens avicoles et du groupement informent l'exploitante de matériels innovants qui pourraient s'installer sur l'exploitation. L'exploitante prendra ensuite la décision d'investir en fonction des résultats économiques.
8	Prise en compte de l'impact de l'arrêt définitif d'une installation, de sa conception à l'arrêt de son exploitation		X	En cas de cessation du site les mesures suivantes seront donc prises : les systèmes électriques seront mis hors tension, l'alimentation en eau sera coupée, l'ensemble du matériel sera enlevé et vendu ou évacué vers une installation d'élimination, le bâtiment sera fermé, l'ensemble des déchets sera enlevé et valorisé vers les installations dûment autorisées pour leur traitement, le silo aérien sera vidangé, déposé puis évacué vers une installation d'élimination, ferrailage du matériel d'élevage. La remise en état du site pourra intervenir lorsque l'exploitation aura cessé toute activité et après certitude qu'il n'y aura pas de repreneur.
9	Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances par secteur		X	Ces analyses sont faites à l'échelle du groupement afin de pouvoir situer l'exploitation par rapport aux autres et voir qu'elles sont les points à améliorer.
10	Mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit		X	Voir MTD 9.
11	Mise en œuvre d'un plan de gestion des odeurs		X	Voir MTD 12.

La MTD 1 est appliquée.

4.2.2 – Bonne organisation interne

MTD 2

Afin d'éviter ou de réduire les effets sur l'environnement et d'améliorer les performances globales, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques suivantes :

2	Eviter ou réduire les effets sur l'environnement et améliorer les performances globales	Validation	Arguments pour validation
A	<p>Localisation appropriée de l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités : - réduire les transports d'animaux et de matières, - maintenir une distance adéquate par rapport aux zones sensibles nécessitant une protection, - Tenir compte des conditions climatiques existantes, - prendre en considération la capacité d'extension ultérieure de l'installation d'élevage, - éviter la contamination de l'eau</p>	x	<p><i>Le bâtiment est existant sur site. Le projet consiste à modifier la destination des déjections chez un seul repreneur au lieu de deux. Il n'y a pas d'augmentation d'effectifs. Ce type d'élevage ne nécessite pas en grand nombre de camions car il s'agit de petits animaux. De plus les bâtiments ne sont pas chauffés, donc il n'y a pas de livraison de gaz.</i></p> <p><i>L'habitation tiers la plus proche est située à plus de 160 m du bâtiment. L'exploitante n'a pas besoin de mettre en place des techniques et une organisation d'approvisionnement et de travail de manière à limiter les nuisances pouvant être causées aux tiers.</i></p> <p><i>L'évacuation des eaux pluviales des bâtiments se fait par infiltration dans le milieu naturel.</i></p> <p><i>Le bâtiment se situe à plus de 35 m de tous les cours d'eau.</i></p> <p><i>Les fientes de cailles sont évacuées une fois par semaine en tracteur/remorque pour être stockées dans la fumière couverte du réceptionnaire, M. Rabiller Jacques, exploitant voisin qui épand les fientes sur son parcelle.</i></p> <p><i>Il n'y a pas de stockage des effluents sur le site, ni de parcours. Les risques de contamination de l'eau sont très limités.</i></p> <p><i>L'alimentation en eau des bâtiments d'élevage est assurée par le réseau public. Il n'y a pas de puits et/ou de forage sur l'exploitation.</i></p>
B	<p>Eduquer et former le personnel en particulier dans les domaines suivants : - réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs, - transport et épandage des effluents d'élevage, - Planification des activités, - planification d'urgence et gestion, - réparation et entretien des équipements</p>	x	<p><i>L'exploitante se tient informée de toutes les évolutions réglementaires, notamment avec les conseils des techniciens du groupement. Elle participe également à des réunions d'informations et aux formations obligatoires.</i></p> <p><i>Les fientes de cailles sont évacuées une fois par semaine en tracteur/remorque pour être stockées dans la fumière couverte du réceptionnaire, M. Rabiller Jacques, exploitant voisin qui épand les fientes sur son parcelle. L'exploitation ne possède pas de terre.</i></p> <p><i>La planification et la répartition des activités de l'exploitante se décident en fonction des activités.</i></p> <p><i>L'exploitante est habituée à repérer les réparations nécessaires et l'entretien quotidien des bâtiments.</i></p> <p><i>L'intervention de professionnels spécialisés se fait si nécessaire.</i></p>
C	<p>Elaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masse d'eau, il peut notamment s'agir : - d'un plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de</p>	X	<p><i>Des plans de l'installation indiquant la source d'alimentation en eau ainsi que la localisation des réseaux d'eau ont été réalisés.</i></p> <p><i>Deux étangs sont situés à moins de 100m du bâtiment et ont chacun un volume supérieur à 120 m³.</i></p> <p><i>Un plan a été réalisé pour la localisation du réseau électrique et du compteur.</i></p> <p><i>Le stockage de produits dangereux se fait selon les exigences</i></p>

	drainage et les sources d'eau/effluents, - de plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels, - des équipements disponibles pour faire face à un incident de pollution		<i>réglementaires (bac de rétention prévu à cet effet, les produits sont dans leur emballage d'origine, le SAS où ils sont stockés est ventilé et fermé à clé). Il n'y a pas de stockage de fioul sur l'exploitation. L'exploitation dispose de matériel de traction et manutention afin d'être en mesure d'intervenir sur l'élevage.</i>
D	Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements tels que : - les fosses à lisier pour détecter tout signe de dégradation, de détérioration ou de fuite, - les pompes à lisier, les mélangeurs, les séparateurs, les dispositifs d'irrigation, - les systèmes de distribution d'eau et d'aliments, - le système de ventilation et les sondes de température, - les silos et le matériel de transport, - les systèmes de traitement d'air. Peut comprendre la propreté de l'installation d'élevage et la lutte contre les nuisances.	X	<i>Un système de traitement non collectif a été mis en place pour récupérer les eaux usées du bâtiment. Ce système est conforme comme le précise le rapport de contrôle présenté en annexe 22. Les systèmes de distribution automatiques d'eau et d'aliments, ainsi que le système de ventilation et le système de vérification de la température sont vérifiés quotidiennement et entretenus régulièrement. L'exploitante fait appel à des professionnels pour la réparation. Les abords sont entretenus pour éviter de créer des refuges pour les rongeurs. L'aliment est stocké dans un silo aérien. L'exploitante fait appel à une entreprise de dératisation (CTH) qui passe au minimum 4 fois par an.</i>
E	Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions	X	<i>Congélateur et bac d'équarrissage</i>

La MTD 2 est appliquée.

4.2.3 – Gestion nutritionnelle

MTD 3

Afin de réduire l'azote total excrété et par conséquent les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs techniques ci-dessous :

3	Réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux	Validation	Arguments pour validation
A	Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles	X	Le régime alimentaire est établi en fonction des besoins stricts de la caille pour son entretien, ainsi que les besoins pour la production en oeufs
B	Alimentation multi phase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production		
C	Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes		
D	Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété		

La MTD3 est appliquée.

- **Excrétion azotée**

Un bilan réel simplifié (BRS) à l'échelle de l'exploitation doit être calculé en utilisant l'outil développé par l'ITAVI. Le BRS de l'exploitation a été calculé et est joint en annexe 23 pour les cailles repro et les cailles pondeuses. Le calcul du GEREP correspondant est présenté en annexe 21. La conduite d'élevage restant identique, la valeur calculée a été reprise pour les calculs après projet.

On obtient ainsi les quantités d'azote excrété par emplacement et par an :

➤ Cailles reproductrices :

BRS = 0.135 kg d'N par emplacement et 0.293 kg N excrété/emplacement/an.

➤ Cailles pondeuses :

BRS = 0.165 kg d'N par emplacement et 0.215 kg N excrété/emplacement/an.

MTD 4

Afin de réduire le phosphore total excrété tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

4	Réduire le phosphore total excrété tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux	Validation	Arguments pour validation
A	Alimentation multi phase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production		
B	Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété	X	Tous les aliments volailles contiennent des phytases (Fiche de livraison des aliments disponible sur l'exploitation)
C	Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation	X	Tous les aliments volailles contiennent des phytases (Fiche de livraison des aliments disponible sur l'exploitation)

La MTD 4 est appliquée

- **Excrétion du phosphore**

Un bilan réel simplifié (BRS) à l'échelle de l'exploitation doit être calculé en utilisant l'outil développé par l'ITAVI. Le BRS de l'exploitation a été calculé et est joint en annexe 23 pour les cailles repro et les cailles pondeuses. Le calcul du GEREP correspondant est présenté en annexe 21. La conduite d'élevage restant identique, la valeur calculée a été reprise pour les calculs après projet.

On obtient ainsi les quantités de phosphore excrété par emplacement et par an :

➤ Cailles reproductrices :

BRS = 0.070 kg d'N par emplacement et 0.152 kg N excrété/emplacement/an.

➤ Cailles pondeuses :

BRS = 0.083 kg d'N par emplacement et 0.108 kg N excrété/emplacement/an.

4.2.4 – Utilisation rationnelle de l'eau

MTD 5

Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

5	Utiliser l'eau de façon rationnelle	Validation	Arguments pour validation
A	Tenir un registre de la consommation de l'eau	X	<i>Compteur d'eau sur le site (fiche de suivi d'élevage disponible sur l'exploitation)</i>
B	Détecter et réparer les fuites d'eau	X	<i>Vérification journalière de la consommation d'eau permet de détecter les fuites</i>
C	Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements	X	<i>Laveur haute pression</i>
D	Choisir des équipements appropriés, spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau	X	<i>Le système d'abreuvement est adapté à la taille des cailles.</i>
E	Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau	X	<i>Prélèvement automatique par les animaux</i>
F	Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage		<i>Pas de réserve d'eaux pluviales</i>

La MTD 5 est appliquée.

4.2.5 – Emissions dues aux eaux résiduelles

MTD 6

Afin de réduire la production d'eaux résiduelles, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

6	Réduire la production d'eaux résiduelles	Validation	Arguments pour validation
A	Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduites que possible	X	<i>Site correctement entretenu. Le site est empierré permettant une circulation aisée des tracteurs et camions. Pas de stockage de fientes sur le site. Les abords sont régulièrement fauchés.</i>
B	Limiter le plus possible l'utilisation d'eau	X	<i>Pipette. Contrôle quotidien de la consommation d'eau</i>

			(Fiche d'élevage)
C	Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement	X	Les eaux usées du bâtiment sont collectées dans la fosse toutes eaux. Aucun écoulement d'eaux souillées vers le milieu. Les eaux pluviales sont séparées.

La MTD 6 est appliquée.

MTD 7

Afin de réduire les rejets d'eaux résiduaires dans l'eau, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs techniques ci-dessous.

7	Réduire les rejets d'eaux résiduaires dans l'eau	Validation	Arguments pour validation
A	Evacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier	X	Les eaux usées des lavabos du SAS sont stockées dans une fosse toutes eaux spécifique. Les eaux de lavage sont directement évacuées au moment du lavage vers une fosse à lisier.
B	Traiter les eaux résiduaires	X	Les eaux des lavabos sont traitées par un dispositif d'assainissement non collectif avec filtre à sable.
C	Epandage des eaux résiduaires	X	Les eaux de lavage sont épandues sur les parcelles du réceptionnaire.

La MTD 7 est appliquée.

4.2.6 – Utilisation rationnelle de l'énergie

MTD 8

Afin d'utiliser rationnellement l'énergie dans une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

8	Utiliser rationnellement l'énergie dans une installation d'élevage	Validation	Arguments pour validation
A	Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité		
B	Optimisation des systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation ainsi que de leur gestion, en particulier en cas d'utilisation de systèmes d'épuration de l'air	X	Pas de chauffage. Régulation de la ventilation par sonde
C	Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement	X	Panneaux sandwich 60 mm en parois. Plafond réticel 50 mm
D	Utilisation d'un éclairage basse consommation	X	Eclairage basse consommation avec des néons LED
E	Utilisation d'échangeurs de chaleur. Un des systèmes suivants peut être utilisé : - air-air, - air-eau, - air-sol		

F	Utilisation de pompes à chaleur pour récupérer la chaleur		
G	Récupération de chaleur au moyen de sols recouverts de litière chauffés et refroidis		
H	Mise en œuvre d'une ventilation statique	X	Ventilation statique avec 2 volets latéraux et un lanterneau.

La MTD 8 est appliquée.

4.2.7 – Emissions sonores

MTD 9

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir et mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental voir MTD 1), un plan de gestion du bruit comprenant les éléments suivants :

9	Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à mettre en œuvre un plan de gestion du bruit	Validation	Arguments pour validation
A	Un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier		L'élevage est à plus de 160 m des tiers les plus proches, les caillles entraînent très peu de bruit qui ne sort quasiment pas du bâtiment. Il n'y a jamais eu de nuisance sonore constatée pour le bâtiment.
B	Un protocole de surveillance de bruit		
C	Un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence		
D	Un programme de réduction du bruit destiné, à mettre en évidence la ou les sources de bruit, à surveiller les émissions sonores, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures de suppression et/ou de réduction du bruit		
E	Un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés		

La MTD 9 n'est applicable que dans les cas où la nuisance sonore est probable et/ou constatée dans une zone sensible, ce qui n'est pas le cas du projet.

MTD 10

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes :

10	Réduire les émissions sonores	Validation	Arguments pour validation
A	Maintenir une distance appropriée entre l'unité/l'installation d'élevage et les zones sensibles. Cela suppose d'observer des distances minimales standard au stade de la planification de l'unité/installation d'élevage	X	Pas de tiers à moins de 160 m des bâtiments d'élevage

B	Emplacement des équipements. Les niveaux de bruit peuvent être réduits comme suit : i. en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur (en installant l'équipement le plus loin possible des zones sensibles); ii. En réduisant le plus possible la longueur des tuyaux de distribution de l'alimentation; iii. en choisissant l'emplacement des bennes et silos contenant l'alimentation de façon à limiter le plus possible le déplacement des véhicules au sein de l'installation d'élevage	X	<i>La benne qui permet l'évacuation des fientes est positionnée derrière le bâtiment par rapport aux tiers. Le bruit occasionné par le tracteur est donc limité par la présence intercalée du bâtiment.</i>
C	Mesures opérationnelles. Il s'agit notamment des mesures suivantes : i. fermeture des portes et principaux accès du bâtiment, en particulier lors de l'alimentation des animaux, si possible; ii. Utilisation des équipements par du personnel expérimenté; iii. renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit et le week-end, si possible; iv. précautions pour éviter le bruit pendant les opérations d'entretien; v. utiliser les convoyeurs et les auges à pleine charge, si possible; vi. limiter le plus possible la taille des zones de plein air racless afin de réduire le bruit des tracteurs racless	X	<i>Les portes de l'élevage sont fermées à clé, les livraisons sont optimisées afin de limiter les bruits. Le silo de stockage de l'aliment est positionné derrière le bâtiment par rapport aux tiers. Le bruit occasionné par la livraison de l'aliment est donc limité par la présence intercalée du bâtiment.</i>
D	Équipements peu bruyants. Il s'agit notamment des équipements suivants : i. ventilateurs à haute efficacité, lorsque la ventilation statique n'est pas possible ou pas suffisante; ii. pompes et compresseurs; iii. Systèmes de nourrissage permettant de réduire le stimulus pré-ingestif		
E	Dispositif antibruit. Il s'agit notamment des dispositifs suivants : i. réducteurs de bruit; ii. Isolation anti vibrations; iii. Confinement des équipements bruyants; iv. Insonorisation des bâtiments		
F	Réduction du bruit. Il est possible de limiter la propagation du bruit en intercalant des obstacles entre les émetteurs et les récepteurs		

La MTD 10 est appliquée compte tenu des techniques mises en œuvre entre les tiers et le site d'exploitation.

4.2.8 – Emissions de poussières

MTD 11

Afin de réduire les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement, la MTD consiste à utiliser une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

11	Réduire les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement		Validation	Arguments pour validation
A	Réduire la formation de poussières à l'intérieur des bâtiments d'élevage			
	1	Utilisation d'une matière plus grossière pour la litière (par exemple, copeaux de bois ou paille longue plutôt que paille hachée)		Pas de litière => fientes Cages sur grillage avec récupération des fientes par tapis.
	2	Appliquer la litière fraîche de manière à émettre moins de poussières (par exemple à la main)		

	3	Mettre en œuvre une alimentation ad libitum (à volonté)	X	<i>Libre accès des animaux à la nourriture ou à l'eau.</i>
	4	Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses	X	<i>Alimentation au format miettes</i>
	5	Equiper de dépoussiéreurs les réservoirs d'aliments secs à remplissage pneumatique		
	6	Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment		
B	Réduire la concentration de poussières à l'intérieur du bâtiment			
	1	Brumisation d'eau	X	<i>La brumisation est activée automatiquement en fonction de la température à l'intérieur du bâtiment.</i>
	2	Pulvérisation d'huile		
	3	Ionisation		
C	Traitement de l'air évacué au moyen d'un système d'épuration d'air tel que			
	1	Piège à eau		
	2	Filtre sec		
	3	Laveur d'air à eau		
	4	Laveur d'air à l'acide		
	5	Bio-laveur		
	6	Système d'épuration à 2-3 étages		
	7	Biofiltre		

La MTD 11 est appliquée.

4.2.9 – Odeurs

MTD 12

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

12	Réduire les odeurs émanant d'une installation d'élevage en mettant en place un plan de gestion des odeurs	Validation	Arguments pour validation
A	Un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier		
B	Un protocole de surveillance des odeurs		

C	Un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs mis en évidence		
D	Un programme de prévention et d'élimination des odeurs destiné à mettre en évidence la ou les sources, à surveiller les émissions d'odeurs, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures d'élimination et/ou de réduction des odeurs		
E	Un historique des problèmes d'odeurs rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes d'odeurs rencontrés		

Il n'y a pas de tiers dans un rayon de moins de 160 mètres. Le projet ne se situe pas en zone sensible et il n'y a jamais eu de plaintes de la part du voisinage pour les odeurs.

La MTD 12 n'est applicable que dans les cas où la nuisance olfactive est probable et/ou constatée dans une zone sensible, ce qui n'est pas le cas du projet.

MTD 13

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible de réduire les odeurs et/ou les conséquences des odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes :

13	Réduire les odeurs et/ou les conséquences des odeurs émanant d'une installation d'élevage	Validation	Arguments pour validation
A	Maintenir une distance appropriée entre l'installation d'élevage/unité et les zones sensibles	X	<i>Pas de tiers ni de zone sensible à moins de 160m</i>
B	Utiliser un système d'hébergement qui met en œuvre un ou plusieurs principes		
	1 Maintenir les surfaces et les animaux secs et propres	X	<i>Pas de litière mais élevage sur grillage avec récupération des fientes sur tapis.</i>
	2 Réduire la surface d'émission des effluents d'élevage		
	3 Evacuer fréquemment les effluents d'élevage vers une cuve ou fosse extérieure	X	Evacuation des fientes une fois par semaine pour stockage dans une fumière couverte
	4 Réduire la température des effluents d'élevage	X	Déclenchement automatique des brasseurs d'air à 25°C et de la brumisation à 26,5°C
	5 Réduire le débit et la vitesse de l'air à la surface des effluents d'élevage	X	<i>Vitesse de flux d'air limitée</i>
C	6 Maintenir la litière sèche et préserver les conditions d'aérobiose dans les systèmes à litière		
	Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par une ou plusieurs des techniques suivantes		
	1 Augmentation de la hauteur des sorties d'air	X	<i>La sortie d'air s'effectue</i>

				<i>par le lanterneau au plus haut du bâtiment</i>
	2	Augmentation de la vitesse de ventilation de la sortie d'air verticale		
	3	Mise en place de barrières extérieures efficaces afin de créer des turbulences dans le flux d'air sortant		
	4	Ajout de déflecteurs sur les sorties d'air situées dans la partie basse des murs afin de diriger l'air évacué vers le sol		
	5	Dispersion de l'air évacué sur le côté du bâtiment d'hébergement qui est le plus éloigné de la zone sensible		
	6	Alignement de l'axe du faîtage d'un bâtiment à ventilation statique perpendiculairement à la direction du vent dominant		
D	Utiliser un système d'épuration d'air tel que :			
	1	Un biolaveur		
	2	Un biofiltre		
	3	Un système d'épuration d'air à deux ou trois étages		
E	Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage			
	1	Couvrir le lisier ou les effluents d'élevage solides pendant le stockage		
	2	Choisir l'emplacement du réservoir de stockage en fonction de la direction générale du vent et/ou prendre des mesures pour réduire la vitesse du vent autour et au-dessus du réservoir		
	3	Réduire le plus possible l'agitation du lisier		
F	Traiter les effluents d'élevage par une des techniques suivantes afin de réduire le plus possible les émanations d'odeurs (ou avant) l'épandage			
	1	Digestion aérobie (aération) du lisier		
	2	Compostage des effluents d'élevage solides		
	3	Digestion anaérobie		
G	Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour l'épandage des effluents d'élevage			
	1	Rampe à pendillards, injecteur ou enfouisseur pour l'épandage du lisier		
	2	Incorporation des effluents d'élevage le plus tôt possible		

La MTD 13 est appliquée.

4.2.9.1 – Emissions dues au stockage des effluents d'élevage solides

MTD 14

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

14	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides	Validation	Arguments pour validation
A	Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides		
B	Couvrir les tas d'effluents d'élevage solides		
C	Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar		

L'exploitation exporte la totalité des fientes produites, elle n'est pas concernée par cette MTD.

MTD 15

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes, dans l'ordre de priorité indiqué :

15	Eviter ou, si cela n'est pas possible, réduire les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant du stockage des effluents d'élevage solides	Validation	Arguments pour validation
A	Stocker les effluents d'élevage solides séchés dans un hangar		
B	Utiliser un silo en béton pour le stockage des effluents d'élevage solides		
C	Stocker les effluents d'élevage solides sur une aire imperméable équipée d'un système de drainage et d'un réservoir de collecte des jus d'écoulement		
D	Choisir une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible		
E	Stocker les effluents d'élevage solides en tas au champ, à l'écart des cours d'eau de surface et/ou souterrains susceptibles de recueillir le ruissellement		

L'exploitation exporte la totalité des fientes produites, elle n'est pas concernée par cette MTD.

La MTD 14 est appliquée.

4.2.9.2 – Emissions dues au stockage du lisier

MTD 16

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

16	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier	Validation	Arguments pour validation
A	Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier		
	1 Réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier		

	2	Réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse		
	3	Réduire le plus possible l'agitation du lisier		
B		Couvrir la fosse à lisier		
	1	Couvertures rigides		
	2	Couvertures souples		
	3	Couvertures flottantes, telle que : - balles en plastique, - matériaux légers en vrac, - couvertures souples flottantes, - plaques géométriques en plastiques, - couvertures gonflables, - croûte naturelle, - paille		
C		Acidification du lisier		

L'exploitation n'est pas concernée. Elle ne produit pas de lisier.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 16.

MTD 17

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier à berges en terre (lagune), la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

17	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier à berges en terre	Validation	Arguments pour validation
A	Réduire le plus possible l'agitation du lisier		
B	Recouvrir la lagune d'une couverture souple et/ou flottante constituée par exemple de : - feuilles en plastiques souples, - matériaux légers en vrac, - croûte naturelle, - paille		

L'exploitation n'est pas concernée. Elle ne produit pas de lisier.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 17.

MTD 18

Afin de prévenir les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant de la collecte du transport par conduites et du stockage du lisier en fosse et/ou en lagune, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

18	Prévenir les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant de la collecte, du transport par conduites et du stockage du lisier en fosse et/ou en lagune	Validation	Arguments pour validation
A	Utilisation de fosses résistant aux contraintes mécaniques, chimiques et thermiques		
B	Choix d'une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir le lisier pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible		
C	Construction d'installations et d'équipements étanches pour la collecte et le transfert de lisier		
D	Stockage du lisier dans des lagunes dont le fond et les parois sont imperméables		
E	Installation d'un système de détection des fuites consistant, par exemple, en une géomembrane, une couche de drainage et un système de conduits d'évacuation		

F	Vérification de l'intégrité structurale des ouvrages de stockage au moins une fois par an		
---	---	--	--

L'exploitation n'est pas concernée. Elle ne produit pas de lisier

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 18.

4.2.9.3 – Traitement des effluents d'élevage

MTD 19

En cas de traitement des effluents d'élevage dans l'installation d'élevage, afin de réduire les émissions d'azote et de phosphore ainsi que les odeurs et les rejets d'agents microbiens pathogènes dans l'air et dans l'eau, et de faciliter le stockage et l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à traiter les effluents par une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

19	Réduire les émissions d'azote et de phosphore ainsi que les odeurs et les rejets d'agents microbiens pathogènes dans l'air et dans l'eau et de faciliter le stockage et l'épandage des effluents d'élevage	Validation	Arguments pour validation
A	Séparation mécanique du lisier notamment par : - décanteur-séparateur centrifuge, - coagulation-floculation, - séparation par tamis, - presse filtrante		
B	Digestion anaérobie des effluents d'élevage dans une installation de méthanisation		
C	Utilisation d'un tunnel extérieur pour le séchage des effluents d'élevage		
D	Digestion aérobie (aération) du lisier		
E	Nitrification-dénitrification du lisier		
F	Compostage des effluents d'élevage solides		

Il n'y a pas de traitement des fientes sur l'exploitation.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 19.

4.2.9.4 – Epandage des effluents d'élevage

MTD 20

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets d'azote, de phosphore et d'agents microbiens pathogènes dans le sol et l'eau qui résultent de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques ci-dessous :

20	Eviter ou, si cela n'est pas possible, réduire les rejets d'azote, de phosphore et d'agents microbiens pathogènes dans le sol et l'eau qui résultent de l'épandage des effluents d'élevage	Validation	Arguments pour validation
A	Evaluer le terrain devant faire l'objet de l'épandage pour mettre en évidence les risques de ruissellement, compte tenu des éléments suivants : - type de sol, état et pente du champ, - conditions climatiques, - drainage et irrigation du champ, - assolement, - ressources hydriques et eaux protégées	X	Une étude complète sur la gestion des déjections et l'aptitude des sols à l'épandage a été réalisée sur les parcelles de l'exploitation reprenneuse (Rabiller Jacques) des fientes. L'aptitude des sols est fournie en annexe 11.
B	Maintenir une distance suffisante entre les champs faisant l'objet de l'épandage d'effluents d'élevage et : 1- les zones où il existe un risque de ruissellement dans un cours d'eau, une source, un forage, 2- les propriétés voisines	X	
C	Eviter l'épandage des effluents d'élevage lorsque le risque de ruissellement est élevé, En particulier, ne pas épandre d'effluents d'élevage lorsque : 1 - le champ est inondé, gelé ou couvert de neige, 2 - l'état du sol est tel que le risque de ruissellement ou de drainage est élevé, 3 - le ruissellement est prévisible du fait des précipitations attendues	X	
D	Adapter le taux d'épandage des effluents d'élevage en fonction de la teneur en azote et en phosphore des effluents d'élevage et compte tenu des caractéristiques du sol, des besoins des cultures saisonnières et des conditions météorologiques ou de l'état du terrain qui sont susceptibles de provoquer un ruissellement	X	
E	Synchroniser l'épandage des effluents d'élevage avec la demande en éléments nutritifs des cultures	X	
F	Inspecter à intervalles réguliers les champs faisant l'objet d'un épandage à la recherche de signes de ruissellement et prendre les mesures appropriées en cas de besoin	X	Observation de l'exploitant
G	Garantir un accès adéquat à l'installation de stockage des effluents d'élevage et veiller à ce que le chargement des effluents puisse se faire efficacement, sans pertes	X	Fientes stockées en fumière sur l'exploitation de M. Rabiller. Accès à la fumière stabilisé
H	Vérifier que les machines d'épandage des effluents d'élevage sont en état de fonctionnement et réglées sur le taux d'épandage approprié	X	Le matériel d'épandage est régulièrement vérifié.

L'exploitation exporte la totalité des fientes produites une fois par semaine vers une exploitation voisine. Il n'y a donc pas de stockage sur l'exploitation mais il y a du stockage en fumière couverte sur l'exploitation voisine (M. Rabiller Phillippe).

La MTD 20 est appliquée.

MTD 21

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage de lisier, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

21	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage de lisier	Validation	Arguments pour validation
A	Dilution du lisier, suivie de techniques telles qu'une irrigation à basse pression		
B	Rampe à pendillards, en appliquant une ou plusieurs des techniques suivantes : 1- tube traîné, 2 - sabot traîné		
C	Injecteur (sillon ouvert)		
D	Enfouisseur (sillon fermé)		
E	Acidification du lisier		

L'exploitation n'est pas concernée. Elle ne produit pas de lisier.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 21.

MTD 22

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que possible.

22	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage	Validation	Arguments pour validation
	Les effluents d'élevage épandus sur le sol sont incorporés dans celui-ci soit par labour, soit au moyen d'autres équipements agricoles tels que des herbes à dents ou à disques, en fonction du type et de l'état du sol. Les effluents d'élevage sont totalement mélangés avec le sol ou enfouis.	X	Les fientes produites sur l'exploitation sont exportées vers l'exploitation Rabiller Jacques et sont enfouies dans les 12 heures suivant l'épandage.
	L'épandage des effluents d'élevage solides est réalisé au moyen d'un épandeur approprié (rotatif, à benne, mixte). L'épandage du lisier est réalisé selon la MTD 21		

L'exploitation respecte la MTD 22.

4.2.9.5 – Emissions provenant de l'ensemble du processus de production

MTD 23

Afin de réduire les émissions d'ammoniac sur l'ensemble du processus de production des porcs et des volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction des émissions de NH₃ réalisée grâce à la mise en place des différentes MTD aux différentes étapes.

Le calcul des émissions d'ammoniac sera refait régulièrement afin d'en estimer la réduction globale liée à l'application des MTD.

23	Réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truies comprises ou de l'élevage de volailles)	Validation	Arguments pour validation
	Estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production	X	Le calcul est joint au paragraphe 4.2.3 et en annexe 21

La MTD 23 est appliquée.

4.2.9.6 – Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

MTD 24

La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage

24	Surveiller par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage	Validation	Arguments pour validation
A	Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. A faire une fois par an pour chaque catégorie d'animaux.	X	Outil BRS (Bilan réel simplifié)
B	Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total. A faire une fois par an pour chaque catégorie d'animaux.		

La MTD 24 est appliquée.

MTD 25

La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée.

25	Surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac	Validation	Arguments pour validation
A	Estimation, au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage. A faire une fois par an pour chaque catégorie d'animaux.	X	Voir calcul GERE joint dans le paragraphe 4.5.2 et en annexe 21
B	Calcul, par mesure de la concentration d'ammoniac et du débit de renouvellement d'air selon la méthode ISO ou des méthodes spécifiées par les normes nationales ou internationales ou par d'autres méthodes garantissant des données de qualité scientifique équivalente. A faire à chaque modification notable d'au moins un des paramètres suivants: type d'animaux ou système d'hébergement		
C	Estimation à partir des facteurs d'émission. A faire une fois par an pour chaque catégorie d'animaux		

La MTD 25 est appliquée.

MTD 26

La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs en utilisant une méthode validée (olfactométrie...)

Cette MTD n'est applicable que dans le cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans une zone sensible.

26	Surveiller périodiquement les odeurs	Validation	Arguments pour validation
La surveillance des odeurs peut être réalisée en appliquant :			
A	Les méthodes prescrites par les normes EN		
B	En cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'y a pas de normes EN disponibles, il convient de se référer aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente		

Le projet n'est pas dans une zone sensible, il n'y a jamais eu de plaintes du voisinage.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 26.

MTD 27

La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement

27	Surveiller les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement	Validation	Arguments pour validation
A	Calcul, par mesure de la concentration de poussières et du débit de renouvellement d'air selon les méthodes spécifiées par les normes EN ou par d'autres méthodes (ISO ou normes nationales ou internationales) garantissant des données de qualité scientifique équivalente. Une fois par an.	X	Voir calcul GERE joint dans le paragraphe 4.5.2 et en annexe 21
B	Estimation à partir des facteurs d'émission. Une fois par an		

La MTD 27 est appliquée.

MTD 28

La MTD consiste à surveiller, par toutes les techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, les émissions d'ammoniac, de poussières et/ou d'odeurs provenant de chaque bâtiment d'hébergement équipé d'un système d'épuration d'air.

28	Surveiller les émissions d'ammoniac, de poussières et/ou d'odeurs provenant de chaque bâtiment d'hébergement équipé d'un système d'épuration d'air	Validation	Arguments pour validation
A	Vérification des performances du système d'épuration d'air par la mesure de l'ammoniac, des odeurs et/ou des poussières dans les conditions d'exploitation normales conformément à un protocole de mesure prescrit par les normes EN ou selon d'autres méthodes (ISO, normes nationales ou internationales) garantissant des données d'une qualité scientifique équivalente. Une fois.		
B	Contrôle du bon fonctionnement du système d'épuration d'air. Quotidiennement.		

Il n'y a pas de système de traitement de l'air.

La MTD 28 ne s'applique pas à l'exploitation

MTD 29

La MTD 29 consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an.

29	Surveiller les paramètres de procédés suivants au moins une fois par an.	Validation	Arguments pour validation
A	Consommation d'eau. Relevé, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés, ou factures. Il est possible de surveiller séparément les principaux procédés consommateurs d'eau dans les bâtiments d'hébergement (nettoyage, alimentation, etc.)	X	<i>Il y a un compteur indépendant dans le bâtiment. La consommation est enregistrée quotidiennement sur les fiches de suivi d'élevage</i>
B	Consommation d'électricité. Relevé, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés, ou factures. La consommation d'électricité des bâtiments d'hébergement est surveillée séparément de celle des autres unités de l'installation d'élevage. Il est possible de surveiller séparément les principaux procédés consommateurs d'électricité (chauffage, ventilation, éclairage, etc.)	X	<i>Il y a un compteur électrique pour le bâtiment.</i>
C	Consommation de combustible. Relevé, par exemple au moyen d'appareils de mesure appropriés, ou factures		<i>Pas de fuel ni de gaz sur l'exploitation</i>
D	Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant. Enregistrement au moyen, par exemple des registres existants	X	<i>Fiches d'élevage Fiches de livraison et de reprise des animaux</i>
E	Consommation d'aliments. Enregistrement au moyen, par exemple des factures ou des registres existants	X	<i>Fiches de livraison d'aliments</i>
F	Production d'effluents d'élevage. Enregistrement au moyen, par exemple, des registres existants	X	<i>Bons d'enlèvement lors de l'exportation vers l'exploitation voisine</i>

La MTD 29 est appliquée.

4.3 – Conclusions sur les MTD pour l'élevage intensif de porcs

Cela concerne uniquement les élevages de porcs.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 30.

4.4 – Conclusions sur les MTD pour l'élevage intensif de volailles

4.4.1 – Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments poules pondeuses, poulets de chair repro ou de poulettes

MTD 31

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poules pondeuses, de poulets de chair reproducteur ou de poulettes, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

31	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poules pondeuses, de poulets de chair reproducteur ou de poulettes	Validation	Arguments pour validation
A	Evacuation des effluents d'élevage au moyen de tapis de transport (dans le cas de systèmes de cages aménagées ou de cages non aménagées) avec au minimum : - une évacuation par semaine avec séchage à l'air; - deux évacuations par semaine sans séchage à l'air		
Dans le cas des systèmes sans cages :			
B	0 Ventilation dynamique et évacuation peu fréquente des effluents d'élevage (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage), uniquement si utilisées en association avec une mesure d'atténuation supplémentaire, par exemple : - teneur élevée en matière sèche des effluents d'élevage; - système d'épuration d'air		
	1 Tapis de collecte des effluents d'élevage ou racleur (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage)		
	2 Séchage des effluents d'élevage par air forcé au moyen de tubes (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage)		
	3 Séchage des effluents d'élevage par air forcé au moyen d'un plancher perforé (dans le cas d'une litière profonde avec fosse à effluents d'élevage)		
	4 Tapis de collecte des effluents d'élevage (dans le cas des volières)		
	5 Séchage accéléré de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde)		
Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que :			
c	1 Laveur d'air à l'acide		
	2 Système d'épuration d'air à deux ou trois étages		
	3 Biolaveur		

L'élevage ne dispose pas de poulets de chair repro, de poules pondeuses ou de poulettes.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 31.

Spécificité poules pondeuses

Il n'y a pas de poules pondeuses sur l'exploitation, il n'y a donc pas besoin de justifier du respect des émissions d'ammoniac par emplacement et par an.

Emissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poules pondeuses		
Paramètre	Type d'hébergement	Total quantité NH ₃ /emplacement/an
Ammoniac exprimé en NH ₃	Système de cages	< = 0,08
	Système sans cages	< = 0,13

4.4.2 – Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments poulets de chair

MTD 32

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

32	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair	Validation	Arguments pour validation
A	Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde)		
B	Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur		
C	Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas		
D	Litière sur tapis de collecte des effluents d'élevage, avec séchage par air forcé		
E	Sol recouvert de litière, chauffé et refroidi		
F	Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que : 1 - laveur d'air à l'acide, 2- système d'épuration d'air double ou triple, 3 - biolaveur (ou biofiltre)		

L'élevage ne dispose pas de poulets de chair.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 32.

Poulets de chair (Pour les animaux allant jusqu'à un poids final de 2,5 kg)

Emissions d'ammoniac par emplacement par an

NEA-MTD (kg NH ₃ /emplacement/an)
≤ 0,08

4.4.3 – Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments canards

MTD 33

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de canards, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

33	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de canards	Validation	Arguments pour validation
A	Ventilation statique ou dynamique		
	1 Ajout fréquent de litière (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde ou litière profonde associée à caillebotis)		
	2 Evacuation fréquente des effluents d'élevage (dans le cas d'un sol en caillebotis partiel)		
B	utilisation d'un système d'épuration d'air		
	1 Laveur d'air à l'acide		
	2 Système d'épuration d'air à deux ou trois étages		
	3 Biolaveur		

Il n'y a pas de canards sur l'exploitation.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 33.

4.4.4 – Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments dindes

MTD 34

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de dindes, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

34	Réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de dindes	Validation	Arguments pour validation
A	Ventilation statique ou dynamique avec système d'abreuvement ne fuyant pas		
B	utilisation d'un système d'épuration d'air		
	1 Laveur d'air à l'acide		
	2 Système d'épuration d'air à deux ou trois étages		
	3 Biolaveur		

Il n'y a pas de dindes sur l'exploitation.

L'exploitation n'est pas concernée par la MTD 34.

4.5 – Calculs justificatifs

4.5.1 – Estimation des rejets par les élevages avicoles

Un bilan réel simplifié (BRS) à l'échelle de l'exploitation doit être calculé en utilisant l'outil développé par l'ITAVI. Le BRS de l'exploitation a été calculé et est joint en **annexe 23** pour les cailles repro et les cailles pondeuses.

Au niveau des calculs du GEREP correspondants avant et après projet, des modifications ont été effectuées sur le fichier car il n'est pas possible de sélectionner des cailles pondeuses en cages sur le tableur. Ainsi, la catégorie « caille repro » a été indiquée avec la valeur du BRS correspondant aux cailles pondeuses, puis la copie d'écran a été corrigée manuellement pour faire apparaître « caille pondeuse », et ainsi présenter les résultats des deux catégories. Ces résultats sont présentés en **annexe 21**.

Un bilan réel simplifié (BRS) sera réalisé chaque année avec les données réelles de l'exploitation.

4.5.2 – Calcul des émissions de NH₃, N₂O, CH₄, TSP et PM₁₀

Nous utilisons pour cela l'outil d'aide à l'évaluation des émissions à l'air des élevages IED volailles développé par le CITEPA. Les résultats sont joints dans le tableau suivant.

SYNTHÈSE DES ÉMISSIONS DE L'ÉLEVAGE POSTE PAR POSTE

	Ammoniac (NH ₃)	Protoxyde d'azote (N ₂ O)	Méthane (CH ₄)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM ₁₀)
	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Bâtiment	629				
Stockage	-				
Épandage (sur terres en propre)	-				
Épandage (sur autres terres dans le cadre du plan d'épandage)	1 029				
Épandage (exportation d'effluents normalisés)	-				
Parcours	-				
Emissions totales (à l'exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	1 658	157	-	305	152
Valeur seuil de déclaration des Emissions Polluantes (arrêté du 31 janvier 2008)	10 000	10 000	100 000	100 000	50 000

ÉMISSIONS POUR UN ÉLEVAGE STANDARD ÉQUIVALENT (MTD23)

	Ammoniac (NH ₃)	Protoxyde d'azote (N ₂ O)	Méthane (CH ₄)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM ₁₀)
	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Bâtiment	1 711				
Stockage	748				
Épandage (sur terres en propre)	462				
Parcours	-				
Emissions totales (à l'exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	2 921	127	425	305	152

Les émissions sont faibles pour cette exploitation car il n'y a ni ouvrage de stockage, ni épandage sur l'exploitation.

Calcul des émissions d'ammoniac par place et par bâtiment pour l'élevage de Mme MARTIN Valérie :

ÉMISSIONS D'AMMONIAC PAR PLACE ET PAR BÂTIMENT

Nom du bâtiment	Production 1 kg NH ₃ /an/place	Production 2 kg NH ₃ /an/place
V1	0,008	0,006

4.6 – CONCLUSION

Le projet est en accord avec l'ensemble des MTD.

95254208

Entrer dans le tableau ci-dessous les aliments consommés.

Dans le cas où l'éleveur dispose d'une information agrégée, donnée par son organisation de production, saisir sur la première ligne du tableau (ligne 12) la quantité distribuée et la composition moyenne annuelle de l'aliment.

[illegible]

Pondeuse

Espace et production	Ceille Pondeuse ou reproductrice
Produits de l'atelier	Ouf de Caille
Références Zootechniques	
Poids final moyen kg	Données annualisées de l'élevage
Poids début de lot (kg)	0,200
Gain de poids (kg)	0,18
Poids moyen des morts kg	0,020
Mortalité %	0,190
IC (par kg d'œufs)	0,13
Aliment ingéré g/animal/jour	4,106
Durée du lot	25,000
Poids moyen d'un œuf (g)	280,00
Nombre d'œufs/tête	13,50
Masse d'œufs/tête (kg)	155,00
Densité animale (animaux/m ²) (ne rien saisir pour les animaux élevés en cage)	1,71

Alimentation - Composition alimentaire	Données annualisées de l'élevage
Taux de MAT de l'aliment %	18,36
Taux de Phosphore de l'aliment (P en g/kg)	6,01
Taux de Potassium de l'aliment (K en g/kg)	0,00
Taux de Calcium de l'aliment (Ca en g/kg)	0,00
Taux de Cuivre de l'aliment (Cu en mg/kg)	0,00
Taux de Zinc de l'aliment (Zn en mg/kg)	0,00

Bilan Massique de l'excrétion (avant pertes par volatilisation) - Valeurs N et P2O5 à comparer aux NEA MTD Excrétion	Elément total excrété (kg/animal/lot)	Elément excrété par emplacement et par an (kg/place/an)
N	0,164	0,214
P2O5	0,083	0,108
K2O	-0,007	-0,009
CaO	-0,089	-0,118
Cu	0,000	0,000
Zn	0,000	0,000

Litière (démarrage + paillage en cours de lot)	Matériaux 1	Matériaux 2
Type de litière		
Quantité de litière mise en place par lot (kg/m ²)		

Gestion des déjections	
Répartition au Bâtiment %	100
Répartition sur le Parcours %	0
Type d'effluent produit dans le bâtiment	Fumier Gros

Bilan Massique à l'épandage (après pertes par volatilisation)	Elément épandable (kg/animal/lot)	Elément épandable par emplacement et par an (kg/place/an)
N	0,075	0,098
P2O5	0,083	0,108
K2O	-0,007	-0,009
CaO	-0,089	-0,118
Cu	0,000	0,000
Zn	0,000	0,000

REF RD

Dans le cas où l'élève dispose d'une information agrégée, donnée par son organisation de production, saisir sur la première ligne du tableau (ligne 12) la quantité distribuée et la composition moyenne annuelle de l'aliment. Entrer dans le tableau ci-dessous les aliments consommés.

[illegible]

Espèce et production Produits de l'atelier	Caille Pondeuse ou reproductrice Œuf de Caille
---	---

Références Zootechniques	Données annualisées de l'élevage
Poids final moyen (kg)	0,380
Poids début de lot (kg)	0,33
Gain de poids (kg)	0,050
Poids moyen des morts (kg)	0,355
Mortalité (%)	14,00
IC (par kg d'œufs)	3,500
Aliment ingéré (g/animal/jour)	35,000
Durée du lot (j)	168,00
Poids moyen d'un œuf (g)	13,50
Nombre d'œufs/lote	120,00
Masse d'œufs/lote (kg)	1,68
Densité animale (animaux/m ²) (ne rien saisir pour les animaux élevés en cage)	

Alimentation - Composition alimentaire	Données annualisées de l'élevage
Taux de MAT de l'aliment (%)	19,56
Taux de Phosphore de l'aliment (P en g/kg)	6,36
Taux de Potassium de l'aliment (K en g/kg)	0,00
Taux de Calcium de l'aliment (Ca en g/kg)	0,00
Taux de Cuivre de l'aliment (Cu en mg/kg)	0,00
Taux de Zinc de l'aliment (Zn en mg/kg)	0,00

Bilan Massique de l'excrétion (avant pertes par volatilisation) - Valeurs N et P2O5 à comparer aux NEA MTD Excrétion	Elément total excrété (kg/animal/lot)	Elément excrété par emplacement et par an (kg/placer/an)
N	0,135	0,293
P2O5	0,070	0,152
K2O	-0,008	-0,018
CaO	-0,091	-0,198
Cu	0,000	0,000
Zn	0,000	0,000

Litière (démarrage + paillage en cours de lot)	Matériaux 1	Matériaux 2
Type de litière		
Quantité de litière mise en place par lot (kg/m ²)		

Gestion des déjections	
Répartition au Bâtiment (%)	100
Répartition sur le Parcours %*	0
Type d'effluent produit dans le bâtiment	Fumier Gras

Bilan Massique à l'épandage (après pertes par volatilisation)	Elément épandable (kg/animal/lot)	Elément épandable par emplacement et par an (kg/placer/an)
N	0,062	0,134
P2O5	0,070	0,152
K2O	-0,008	-0,018
CaO	-0,091	-0,198
Cu	0,000	0,000
Zn	0,000	0,000

Tableau 1 : Caractéristiques de l'exploitation
Localisation de l'exploitation

VALERIE MARTIN
APRES PROJET

Tableau 1 : Caractéristiques de l'exploitation

Localisation de l'exploitation

Tableau 2 : Liste des bâtiments et caractéristiques associées

Nom du bâtiment	Surface m ²	Type de sol	Caractéristiques des bâtiments					Type d'effluent sortant du bâtiment
			Modalité de gestion des déjections	Gestion de l'ambiance	Traitement de l'air	Efficacité du traitement de l'air sur l'ammoniac	Abreuvoirs : Présence de dispositifs anti-fuites anti-gaspi	
1		Cage	Tapis d'excrétion sans pré-séchage pour cage, au moins deux fois par semaine	Ventilation statique	Pas de traitement			
2								

Tableau 3 : Types de productions et effectifs par bâtiment

Nom du bâtiment	Production 1				Production 2			
	Type de volaille 1	Type de production 1	Poules pondeuses Nombre de places Autres catégories Densité (animaux/m ²)	Poules pondeuses Taux d'activité (0-100) Autres catégories Nombre de bandes par an	Type de volaille 2	Type de production 2	Poules pondeuses Nombre de places Autres catégories Densité (animaux/m ²)	Poules pondeuses Taux d'activité (0-100) Autres catégories Nombre de bandes par an
1	V1	Caille repro						
2								

Tableau 4 : Excrétions azotées et part du temps passé au bâtiment

Tableau 4 : Excrétions azotées et part du temps passé au bâtiment					Production 2			
Nom du bâtiment	Type de production 1	Production 1		Part du temps passé au bâtiment (%)	Type de production 2	Azote excrété kgN/animal (par lot ou par an si l'animal vit plus d'un an)		Part du temps passé au bâtiment (%)
		Azote excrété kgN/animal (par lot ou par an si l'animal vit plus d'un an)				Azote excrété kgN/animal (par lot ou par an si l'animal vit plus d'un an)		
		Par défaut	Valeur spécifique					
V1	Caille repro	100	100	100	Caille pondeuse	100	100	100
1								
2								

Tableau 5 : Attribution des ouvrages de stockage ou traitement associés, par production, par bâtiment - A renseigner une fois les tableaux 6 et 7 complétés.

Nom du bâtiment	Production 1			Production 2			Production 3	
	Fientes	Solide	Liquide	Fientes	Solide	Liquide	Fientes	Solide
1	V1							
2								

Tableau 6 : Liste des unités de traitement des fientes, fumiers et lisiers produits

Les effluents de vos bâtiments subissent-ils un traitement particulier (séparation de phase, nitrification/dénitrification, compostage, méthanisation...) ?

Votre réponse à sélectionner ici :

Nom du traitement	Forme de l'effluent entrant (avant traitement)	Type de traitement	Forme de l'effluent sortant (après traitement)	Destination des effluents pour le stockage (à renseigner une fois le Tableau 7 rempli)	
				Solide	Liquide
1					
2					

Tableau 7 : Liste des unités de stockage des fientes, fumiers et lisiers produits

Nom du stockage	Forme de l'effluent	Type de stockage	Vérification (doit être égal à 100% une fois le tableau 8 rempli)
1			100%
2			0%

Attention : il est indispensable de renseigner le tableau 5 une fois les tableaux 6 (traitement) et 7 (stockage) finalisés.

Tableau 8 : Liste et caractérisation des épandages (fonction de la provenance de l'effluent, de sa forme et des modalités d'épandage)

Modalité de l'épandage	Provenance des effluents	Forme de l'effluent	Déversé de l'effluent	Modalité d'épandage	Part des effluents par provenance et par modalité d'épandage
1					
2					

SYNTHÈSE DES ÉMISSIONS DE L'ÉLEVAGE POSTE PAR POSTE

	Ammoniac (NH3)	Protoxyde d'azote (N2O)	Méthane (CH4)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM10)
Bâtiment	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Stockage	627				
Épandage (sur terres en propre)					
Épandage (sur autres terres dans le cadre du plan d'épandage (exportation d'effluents normalisés))	1 025				
Parcours					
Émissions totales (à l'exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	1 652	157		305	152
Valeur seuil de déclaration des Emissions Polluantes (arrêté du 31 janvier 2008)	10 000	10 000	100 000	100 000	50 000

ÉMISSIONS POUR UN ÉLEVAGE STANDARD ÉQUIVALENT (MTD23)

	Ammoniac (NH3)	Protoxyde d'azote (N2O)	Méthane (CH4)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM10)
Bâtiment	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Stockage	1 711				
Épandage (sur terres en propre)	748				
Parcours	452				
Émissions totales (à l'exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	2 921	127	425	305	152

ÉMISSIONS D'AMMONIAC PAR PLACE ET PAR BÂTIMENT

Nom du bâtiment	Production 1 kg NH3/an/place	Production 2 kg NH3/an/place	Production 3 kg NH3/an/place	Production 4 kg NH3/an/place	Production 5 kg NH3/an/place
V1	0.008	0.006			

Pour information : azote total excrété par bâtiment (kgN/aa)
8 775
0

VALEURS LIMITES RÉGLEMENTAIRES EN AMMONIAC PAR PLACE ET PAR BÂTIMENT

Nom du bâtiment	PRODUCTION 1		PRODUCTION 2		PRODUCTION 3	
	Valeur limite réglementaire Poules pondeuses	Poids final Poulets de chair	Production 1 kg NH3/an/place	Valeur limite réglementaire Poules pondeuses	Poids final Poulets de chair	Production 2 kg NH3/an/place
V1			0.000			0.000

ÉMISSIONS D'AMMONIAC PAR BÂTIMENT

Nom du bâtiment	Production 1 kg NH3/an	Production 2 kg NH3/an	Production 3 kg NH3/an	Production 4 kg NH3/an	Production 5 kg NH3/an
V1	269	357			

TOTAL
627
0

Vérification du nombre de bandes - uniquement poulets de chair (Nombre de bandes déclarées/Nombre de bandes de référence -1)

Nom du bâtiment	Production 1	Production 2	Production 3	Production 4	Production 5
V1					